

dissuasion actuelle, celle-ci étant à composante essentiellement anti-forces et ne prévoyant la destruction de centres urbains qu'en tout dernier recours.

10. *Le non-recours à la première frappe est incompatible avec l'Initiative de défense stratégique.*

Les auteurs de "Back from the Brink" ne cachent pas pour dénoncer la "Guerre des étoiles" du président Reagan. Pour eux, "l'abandon de l'Initiative de défense stratégique est un préalable à l'adoption d'une politique de non-recours à la première frappe. Comme le président, nous souhaitons réduire l'asservissement du monde aux armes nucléaires, mais nous ne croyons pas que son initiative soit un moyen très sûr de parvenir à ce résultat." Ils soutiennent en outre que "l'Initiative de défense stratégique risque de compromettre l'unité de l'Alliance et de saper la confiance accordée aux garanties américaines, en évoquant la perspective d'une "désolidarisation" entre l'Europe de l'Ouest et les États-Unis".

Quels que soient les motifs incitant les auteurs à rejeter l'IDS (et il s'agit certainement de motifs valables), le principe du non-recours à la première frappe n'en est pas un. Le président Reagan a souvent répété que les défenses stratégiques, peu importe leur forme définitive, réduiront l'attrait de la première frappe et pourraient même éliminer entièrement la nécessité des armes nucléaires. En outre, l'administration Reagan envisagerait de placer l'Europe sous ce bouclier protecteur, grâce peut-être à des défenses contre les missiles balistiques tactiques (ATBM). (L'administration soutient que le déploiement d'ATBM consoliderait toute politique de non-recours à une première frappe que l'OTAN pourrait adopter.)

Si les objectifs de l'IDS cadrent mal avec le principe du non-recours à la première frappe, les détracteurs de l'Initiative devront préciser pourquoi. À première vue, et abstraction faite des aspects techniques, politiques et stratégiques, il ne semble pas y avoir une si grande dissemblance entre les objectifs de l'une et de l'autre politique.

Ce n'est pas dire pour autant que nous devons cautionner l'Initiative de défense stratégique, mais plutôt qu'il faut s'interroger sur la logique des affirmations voulant que les objectifs du non-recours à la première frappe soient incompatibles avec ceux du plan prôné par le président Reagan, plan qui met l'accent sur la défense.

## CONCLUSION

Dans sa récente déclaration, la nouvelle "bande des dix" a introduit des idées intéressantes et novatrices dans le débat sur le non-recours à la première

frappe, notamment lorsqu'elle propose le non-recours à la riposte prématurée et le non-recours à une première frappe stratégique. Mais ces propositions supposent d'énormes changements, surtout la dernière qui aurait sur l'OTAN et la politique stratégique des États-Unis une incidence considérable. Ces idées méritent d'être traitées plus en profondeur qu'on ne l'a fait jusqu'ici, et il faudra les analyser de près avant de pouvoir les prendre au sérieux. Cela dit, dans la recherche d'une solution au dilemme nucléaire, l'apport des auteurs de "Beyond the Brink" est non négligeable.

La conjoncture a beaucoup changé depuis qu'on a parlé pour la première fois du principe du non-recours à la première frappe nucléaire au sein de l'Alliance. À cette époque, on avait beaucoup critiqué la proposition parce qu'elle ne tenait pas suffisamment compte de réalités politiques et économiques pressantes. Même les détracteurs de la proposition étaient disposés à reconnaître que l'Alliance aurait éventuellement intérêt à tendre vers une politique de non-recours à une première frappe, mais ils n'étaient pas du tout persuadés que l'OTAN trouverait la volonté politique et les *ressources* nécessaires pour accroître ses forces conventionnelles de manière à remplacer la dissuasion nucléaire tout en rassurant les divers alliés.

S'il est vrai qu'au cours des dernières années, la crainte du nucléaire au sein de l'OTAN a augmenté au point que certains Européens prônent le non-recours à une première frappe, voire des mesures encore plus radicales pour arriver au désarmement nucléaire, les réalités politiques et économiques de base n'ont pas changé. Rien ne laisse vraiment croire à l'émergence d'une nouvelle volonté politique qui permettrait à l'OTAN d'apporter à ses forces conventionnelles les améliorations qui en feraient un instrument de dissuasion crédible si jamais l'Alliance adoptait une politique de non-recours à la première frappe. Autre facteur, peut-être plus important encore : si l'on est de plus en plus nombreux à penser qu'il faut réduire notre sujétion à l'arme nucléaire, les avis restent très partagés quant à la façon de procéder. Il faudra étudier le principe du non-recours à la première frappe en parallèle avec d'autres propositions, comme l'Initiative de défense stratégique du président Reagan, dont l'objectif est d'éliminer entièrement les armes nucléaires.

On devra également se pencher sur les moyens précis à mettre en oeuvre pour assortir d'une défense conventionnelle crédible toute politique de non-recours à la première frappe. Même si les avis divergent quant à l'état actuel de l'équilibre des forces, il fait peu de doute que les forces de dissuasion conventionnelles devront être évaluées en fonction de critères beaucoup plus rigoureux que ceux prévus dans les politiques actuelles qui reposent sur la